Cul-de-sac : une industrie décadente pour la relance guerrière

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1983)**

Heft 673

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1024803

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LA CRISE SUR LE TERRAIN

Avec les militants du MPF

Quand, encore enfant, on s'est éveillé aux problèmes sociaux en accompagnant son père dans une arcade du quartier des Pâquis à Genève où le MPF (Mouvement populaire des familles) naissant organisait des achats collectifs de pommes de terre, en réponse aux difficultés rencontrées par les familles populaires pendant la guerre de 39-45, impossible de ne pas conserver une tendresse particulière pour les hommes et les femmes de cette organisation.

Comment ont-ils traversé le désert militant de la prospérité économique? La chaleur de la solidarité, le sens des responsabilités acquis dans l'action, la volonté de prendre à bras-le-corps les problèmes les plus concrets, tout cela résiste-t-il mieux à la désillusion d'aujourd'hui, mieux que des projets idéologiquement plus ambitieux? Des interrogations qui reviennent de temps en temps, avec des bouffées de sympathie.

Un article du «Monde du Travail» (organe du MPF) laissait entendre récemment qu'après avoir marqué le pas, le recrutement reprenait... C'était l'occasion de prendre à nouveau le pouls du mouvement: une rapide enquête qui laisse entrevoir une réalité plus nuancée.

Les grands moments du MPF se situent à la fin des années soixante, les deux mille membres réunis à Lausanne pour le vingt-cinquième anniversaire, la mémorable campagne pour le droit au logement. Mais à l'époque déjà, une section comme celle de Genève n'était plus à l'apogée de son dynamisme: la ville du bout du lac était, avant d'autres, touchée par cette prospérité qui ronge le coude à coude. Bientôt, les autres sections de Suisse romande subiront à leur tour le contre-coup du «mieux-être». Parallèlement à la baisse du militantisme, c'est, dans les mêmes milieux, la découverte de l'action politique proprement dite, l'attrait des partis, de la vision idéologique du monde.

Conséquence de ce double phénomène: parmi les militants, une demi-génération fait actuellement presque totalement défaut, celle des hommes et des femmes entre trente-cinq et cinquante ans. En deçà, le recrutement a repris, sans avoir pourtant l'importance d'autrefois. Après s'être essayé à refaire le monde, on revient à son quartier. Et notons en passant que la modification des structures de la société dans notre pays se répercute sur la situation professionnelle des nouveaux arrivants: diminution de la proportion d'ouvriers suisses, augmentation du nombre des techniciens.

En ce qui concerne les «simples membres», les choses se présentent encore différemment. On ne retrouve plus systématiquement (les exceptions existent, bien sûr!), autour des noyaux militants, ces sections chaleureuses qu'on était certain de mobiliser à chaque action, à chaque campagne; les assemblées régulières n'attirent plus les foules, ce qui n'est pas sans engendrer un certain découragement. Malgré tout, ces trous dans la participation régulière sont compensés par le succès d'actions ponctuelles: les ventes d'objets artisanaux brésiliens en provenance de la coopérative de Recife sont chaque fois une réussite; même mobilisation lorsqu'il s'agit d'exiger par exemple une classe supplémentaire à la Bourdonnette dans les quartiers de l'ouest lausannois, d'organiser une vente de pommes ou de mettre sur pied la vente de lessives sans phosphates.

On pourrait, à partir de ce constat, imaginer une nouvelle stratégie: des noyaux militants mobilisant alternativement des troupes différentes pour des objectifs ponctuels. Il s'agit là d'une possibilité à examiner soigneusement. Un préalable devra tout de même être réglé: la coexistence, au sein du MPF actuel, de deux sensibilités, une première plus proche des objectifs traditionnels du mouvement, de l'action concrète, et une autre tendant à privilégier la réflexion sur certains sujets comme l'école.

A moins que la crise qui s'annonce ne mette tout le monde d'accord.

A La Chaux-de-Fonds, au Locle, des sections du MPF qui jusque-là se tenaient dans une honnête moyenne, retrouvent face aux chômeurs la chaleur de la solidarité, la force de l'imagination des origines du mouvement.

CUL-DE-SAC

Une industrie décadente pour la relance guerrière

La relance par la priorité à l'armement? Un choix qui n'a rien d'original depuis que la crise s'est installée et déploie ses effets dans le monde entier. Un choix dont les retombées réelles sont pourtant peu connues, et en tout cas fortement sous-estimées. A plus ou moins courte échéance, on imagine bien sûr que ces dépenses-là devront bien être rentabilisées sous la forme d'un conflit dont les dimensions probables sont pudiquement passées sous silence. Pour le reste, les perspectives ouvertes par l'imminence d'une apocalypse guerrière court-circuitent la réflexion et compromettent en particulier la mise au point du constat cernant le poids énorme de l'économie militaire sur le développement mondial.

C'est le mérite du «Programme de l'ONU pour la paix» d'avoir suscité un certain nombre de rapports scientifiques sur les tenants et aboutissants de l'effort de guerre en temps de paix, analyses qui sont indispensables pour changer de cap, pour préparer le désarmement — que sont les négociations entre les superpuissances face à la force d'inertie de l'industrie militaire sur sa lancée? — et imposer progressivement la reconversion des fabricants d'armes dans le secteur civil.

Ci-dessous, prolongeant l'avènement du Département militaire fédéral au nombre des principaux acteurs de la relance à la sauce helvétique, quelques points de repères plus généraux sur les caractéristiques d'un essor industriel mâtiné de militaire. Deux sources principales: une étude d'un professeur à l'Université de Columbia, Seymour Melman, qui s'est attaché au problème de la «reconversion» en se plaçant dans l'optique des cadres et des ingénieurs, et un texte d'un chercheur de l'Université de Sussex, Mary Kaldor, abordant le rôle de la technologie militaire dans le développement industriel (reflets de ces travaux dans les numéros de fin 1982 de «Forum du développement»).

Toile de fond: la fascination, à son apogée au XX^{e} siècle, pour la haute technologie. Climat hautement favorable à l'industrie militaire dont on ne finit pas de saluer l'influence positive sur certains secteurs de la recherche, des produits de consommation courante à l'astronautique.
Que l'industrie d'armement ait, dans une certaine mesure, favorisé le développement industriel, n'est pas contestable. Mais on peut se demander si le progrès technique aurait été plus rapide et surtout plus efficace au cas où les ressources auraient été affectées en priorité au domaine civil, sans passer par le détour militaire. Et surtout il n'est plus possible de faire l'impasse sur les conséquences d'une «surspécialisation» guerrière et d'une sorte de dégénérescence des sociétés directement concernées. Voyons de plus près le mécanisme tel qu'on peut le cerner à l'Ouest!

L'ÉTAT CLIENT EST ROI

Les budgets militaires occidentaux sont dans leur plus grande partie consacrés à l'achat d'armes majeures (les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France consacrent la moitié des sommes disponibles à ce marché-là); celles-ci sont mises au point et construites par un nombre relativement restreint de fabriques, souvent très spécialisées, la plupart en mains privées, mais en réalité presque totalement dépendantes des commandes étatiques. Seymour Melman: «C'est en fin de compte le gouvernement qui décide de ce qui est produit, en quelle quantité, de l'exécution de la production, de son prix, de sa livraison. Et une importante administration centrale contrôle au sein de chaque gouvernement les principales activités des entreprises qui travaillent pour le secteur militaire.»

PLANIFICATION DANS LE BLEU

D'où, lorsqu'il est question d'acheter des armes, un mélange tout à fait contradictoire de planification et d'appel à la concurrence. Mary Kaldor: «D'une part l'achat d'armes est monopolisé par le gouvernement qui applique pour ce faire les techniques mathématiques complexes propres aux systèmes à planification centralisée. Mais d'autre part, il est très difficile de déterminer quelles sont les techniques nécessaires aux forces armées sans les avoir expérimentées sur le terrain en temps de guerre. Les gouvernements doivent donc se fier aux responsables militaires, aux «experts», aux traditions militaires, aux leçons tirées du dernier conflit armé et... aux propositions des fabricants d'armes. D'où une planification toute relative, qui a plutôt tendance à refléter les intérêts des institutions concernées, et qui subit inévitablement les contrecoups de la concurrence effrénée à laquelle se livrent les fabricants d'armes, car les contrats militaires sont de moins en moins nombreux, mais de plus en plus importants.»

Cette concurrence acharnée des «marchands de canons» entre eux, combinée avec l'ambition proclamée des Etats de rester à la pointe du progrès

SUITE ET FIN AU VERSO

LE MARCHÉ ET LA JUNGLE

A n'importe quel prix...

Du contrôle étatique sur la vente et la production d'armes découle un affaiblissement de la classique — et contestée! — efficacité de la liberté de marché. Lorsque les temps sont difficiles, les gouvernements protègent leurs entreprises militaires. Ces dépannages ont souvent pour justification «le maintien de l'assise industrielle» du secteur militaire. Ils ont aussi pour conséquence d'encourager une «structure de maximisation des coûts».

Seymour Melman: «Ce n'est pas comme si existait une loi proclamant: Vous devez maximiser les coûts! Mais supervisés et approuvés par le ministère de la défense, des modes internes de comportement ont pour effet combiné de faire grimper les coûts. Le personnel et les budgets administratifs sont de plus en plus consacrés à la surveillance de la production et les spécialistes en armements insistent sur l'amélioration des performances des produits sans qu'il soit tenu compte du coût. Les gouvernements font en grande partie reposer l'octroi des contrats sur la «capacité» de recherche et de production d'une société, ce qui, pour faire montre de compétence, pousse les entreprises à étoffer leurs personnels de recherche-développement et d'ingéniérie, et à investir dans des équipements inutilement sophistiqués et coûteux. Aux Etats-Unis, les règles établies pour le choix des entreprises fournissant du matériel militaire ne donnent qu'un poids de 15% à l'importance qu'il convient d'accorder au facteur coût...»

SUITE DES PAGES PRÉCÉDENTES

Une industrie décadente pour la relance guerrière

guerrier (le nouveau fusil suisse: le meilleur du monde!) a, en un premier temps, accéléré l'évolution technique, «chaque composant de chaque armement successif gagnant toujours en sophistication». Mais tout se passe comme si on était aujourd'hui parvenu à un cul-de-sac: les modifications techniques ne peuvent être que réalisées dans un cadre déterminé par les institutions militaires et industrielles en place et, serrée dans ce corset, l'industrie s'efforce de perfectionner les techniques existantes plutôt que d'imaginer de nouvelles techniques révolutionnaires. Mary Kaldor: «L'aspect ultra-moderne et la complexité des armements d'aujourd'hui sont en fait une preuve d'étroitesse de vue et de conservatisme.»

FUITE EN AVANT

C'est la fuite en avant dans un perfectionnisme quantitatif considéré, faute de preuves expérimentales, comme le signe de l'efficacité. Voyez les sous-marins, toujours plus rapides, toujours plus silencieux, toujours plus grands, dotés d'une autonomie toujours plus importante. Les avions, plus rapides, plus puissants, disposant d'une plus importante charge utile. Les systèmes d'armes qui contiennent des armes plus puissantes, notamment en ce qui concerne les missiles, et ont une capacité nettement améliorée de communication, de navigation, de détection, d'identification et de télécommande des armes. En fait, «les producteurs d'armes ont tendance à fabriquer des armes trop sophistiquées, afin d'être en mesure de présenter à leurs clients potentiels des produits aux caractéristiques les plus impressionnantes». Evolution technique futile, excessive et très coûteuse — la combinaison dans un seul modèle de capacités contradictoires suscite des problèmes de conception extrêmement complexes qui alourdissent bien sûr les budgets de recherche; voir par exemple le chasseur polyvalent européen, décrit comme une «truie qui donne du lait, fournit de la laine et pond des œufs»!

Pire même: on s'aperçoit que ces nouvelles fonctions des armes hypersophistiquées sont rarement utilisées: une récente étude du Pentagone note qu'en cours de combat un seul pilote ne saurait faire usage de toutes les possibilités théoriques de son avion. Bref, il faudra se rendre à l'évidence que si ces armes sont toujours aussi impressionnantes, elles sont de moins en moins fonctionnelles, et servent de plus en plus à masquer des industries sur le déclin.

D'où l'évidence d'un diagnostic industriel. Mary Kaldor: «Dans le passé, la technologie stimulée par la guerre a permis d'accélérer les progrès industriels. Cependant la complexité croissante des armes modernes liée à la diminution de leur utilité signale ce qui, dans le secteur civil, serait considéré comme une stagnation technologique. Toutes les industries considérées atteignent un stade de rendements décroissants, les nouveaux investissements engendrent alors une amélioration toujours moindre de la productivité (...) De telles industries sont sur le déclin. Le secteur de l'armement, malgré sa croissance, leur ressemble.»

Relance par un effort dans le secteur de l'armement? En fait, les investissements militaires protègent des secteurs décadents, les empêchent d'évoluer (vers une reconversion civile) et de se revitaliser, favorisent en fin de compte la stagnation industrielle, pavant ainsi le chemin de la récession.

Mais tant qu'il y a des acheteurs, bonnes poires, direz-vous! Justement, tout le problème politique est là.

TAXE SUR LES CARBURANTS

D'autres routes, ça coûte!

Taxe sur les carburants: à «Domaine Public» aussi, on discute ferme. Voici un petit échange à deux, reflet des préoccupations de la rédaction. «Oui» ou «non» le 27 février prochain, mais fondamentalement, comme on le verra, des perspectives plus lointaines communes. (Réd.)

Le financement du réseau national routier est assuré, au-delà. Le plein est fait, et même le trop-plein. La question posée est dès lors: que faire de ce trop? Ce trop est-il de trop? Ceux qui le pensent sont les ultras: que le prix de l'essence baisse, proclament-ils, et que la Confédération renonce à empocher, pour ses frais généraux, 100 millions! Leitmotiv bien connu: économies et caisses vides. Rengaine au jukebox de la droite.

D'autres opposants s'inquiètent, eux, à l'idée que le trop-plein va être déversé sur les cantons dont le compte routier est déficitaire. Puisque l'argent est là, et qu'il importe de le dépenser, connaîtrons-nous, interrogent-ils, après un réseau national saturé, un réseau cantonal surcomplet? D'où, pour eux, la nécessité d'assécher les recettes irrémédiablement affectées aux constructions routières. Ils sont pour les caisses vides des dépenses constitutionnellement affectées à l'automobile.

Similitude de raisonnement intéressante à observer, à un adjectif près. Caisses vides générales, caisses vides affectées.

Avant de discuter sur le vif du sujet, deux remarques préliminaires.

Chacun admet que le projet est mauvais dans la mesure où il n'autorise pas de plus larges transferts aux transports publics, nationaux, régionaux, urbains. Les automobilistes ont besoin de transports publics: pour leur famille, souvent, et pour eux-mêmes quand un handicap les rend au statut de piétons. Jusqu'ici ce point de vue n'a pas prévalu. Mais y a-t-il quelque espoir que le refus de